

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction E

BUREAU E2

INSTRUCTION N° 86-108-K1-P6-R
du 14 août 1986

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

GESTION COMMUNE DE LA TRÉSORERIE
DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE APPLICABLE
DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

ANALYSE

Ouverture de lignes territoriales du compte A.C.O.S.S. dans les D.O.M.

Informations relatives au fonctionnement des subdivisions territoriales du compte unique de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S. et des comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale.

Application dans les D.O.M. des dispositions de l'article 47 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, relative à l'A.C.O.S.S.

Transmission des messages télex de l'A.C.O.S.S.

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 68-64-R-P6 du 29 avril 1968
Instruction n° 77-109-K1-P6 du 17 août 1977
Instruction n° 79-127-K1-P6 du 28 août 1979
Instruction n° 80-19-K1-P6 du 4 février 1980
Instruction n° 81-185-K1-P6 du 14 décembre 1981
Instruction n° 82-27-K1-P6 du 26 janvier 1982
Instruction n° 83-52-K1-P6-R du 15 mars 1983

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DIFFUSION

CS2

12

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPG	DOM	RF
-----	-----	-----	-----	-----	----

SOMMAIRE

I. FONCTIONNEMENT DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES DU COMPTE UNIQUE DE DISPONIBILITÉS COURANTES DE L'A.C.O.S.S. ET DES COMPTES SPÉCIAUX D'EXÉCUTION DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE.

11. *La subdivision du compte unique de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S.*

- 111. Modalités d'ouverture.
- 112. Rémunération.
- 113. Cadre comptable.
- 114. Fonctionnement du compte.
 - 1141. Les opérations de recettes.
 - 1142. Les opérations de dépenses.
- 115. Recettes et dépenses à imputer directement sur la subdivision tenue au siège : opérations d'approvisionnements et de dégagements.

12. *Les comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale.*

- 121. Modalités d'ouverture.
- 122. Rémunération.
- 123. Cadre comptable.
- 124. Fonctionnement des comptes.
 - 1241. Prescriptions d'ordre interne à l'organisation de la Sécurité sociale.
 - 1242. Information du préposé.
 - 1243. Solde des comptes spéciaux d'exécution.

II. TRANSMISSION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS DE L'A.C.O.S.S.

21. *Les informations quotidiennes.*

- 211. Messages télex adressés par les préposés à l'A.C.C.T.
 - 2111. Périodicité et forme des messages télex.
 - 21111. Périodicité des messages télex.
 - 21112. Présentation des messages télex.
 - 21113. Heures d'envoi des messages télex.
 - 2112. Contenu des messages télex.
 - 21121. Informations relatives aux opérations de la journée.
 - 21122. Informations concernant les rectifications.
- 212. Notification par l'A.C.C.T. et comptabilisation des approvisionnements et des dégagements.
 - 2121. Notification des informations.
 - 21211. Nature des informations transmises.
 - 21212. Heures d'envoi des informations.
 - 2122. Comptabilisation des opérations.
- 213. Incidences de la réforme.
 - 2131. Incidences des liaisons télex sur la tenue de la comptabilité auxiliaire de la Caisse des dépôts.
 - 2132. Incidences sur le rôle de l'A.C.C.T. et de la Caisse des dépôts.

22. Les informations mensuelles.

- 221. Réalisation d'un accord mensuel local entre les comptables centralisateurs et les agents comptables de chaque organisme de sécurité sociale.
 - 2211. Établissement des fiches d'accord.
 - 2212. Exploitation des fiches d'accord.
- 222. Établissement d'une situation récapitulative mensuelle des subdivisions territoriales.
 - 2221. Présentation et utilisation de la situation mensuelle.
 - 2222. Modalités d'établissement de la situation mensuelle.
 - 22221. Cadre I. — « Compte A.C.O.S.S. ».
 - 22222. Cadre II. — « Débits du mois sur comptes spéciaux d'exécution ».
 - 22223. Cadre IV. — « Apurement des comptes spéciaux d'exécution ».

*
* *

ANNEXES

- 1. Modèle d' « ordre de virement ou de retrait ».
- 2. Modèle normalisé de présentation du message télex A.C.O.S.S.
- 3. Modèle de grille de préparation des télex A.C.O.S.S.
- 4. Modèle de fiche d'accord A.C.O.S.S./D.O.M. sur situation mensuelle.
- 5. Modèle d'imprimé A.C.O.S.S./D.O.M. de situation mensuelle.

PRÉAMBULE

Par dérogation au principe posé par l'article 47 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (A.C.O.S.S.) ne disposait pas de lignes territoriales dans les départements d'outre-mer.

Il en résultait que des disponibilités importantes échappaient à la trésorerie commune du régime social, gérée par l'Agence centrale d'une part, que la procédure d'approvisionnement des comptes externes de disponibilités des organismes de sécurité sociale était lourde et préjudiciable à la trésorerie de l'Agence centrale d'autre part.

Cette situation avait d'ailleurs conduit à mettre en place un système transitoire, applicable au 1^{er} octobre 1983 dans les départements des Antilles, de la Réunion et de la Guyane et, au 15 mai 1985, à Saint-Pierre-et-Miquelon.

A l'issue de cette période, il est apparu possible d'étendre à ces départements, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, les circuits de trésorerie existant dans les départements métropolitains.

La présente instruction a pour objet d'informer les comptables centralisateurs du fonctionnement du nouveau dispositif et des conditions dans lesquelles s'établissent les relations entre les intervenants.

*
* *

I. FONCTIONNEMENT DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES DU COMPTE UNIQUE DE DISPONIBILITÉS COURANTES DE L'A.C.O.S.S. ET DES COMPTES SPÉCIAUX D'EXÉCUTION DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE.

11. La subdivision du compte unique de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S.

111. MODALITÉS D'OUVERTURE.

Les trésoriers-payeurs généraux des départements d'outre-mer ouvrent, en leur qualité de préposés de la caisse des Dépôts et Consignations, au nom de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, une subdivision du compte unique de disponibilités courantes, dont les caractéristiques essentielles sont :

- d'être unique en principe pour leur poste comptable;
- de n'être jamais débitrice.

112. RÉMUNÉRATION.

Les intérêts sont calculés par la direction générale de la Caisse des dépôts, qui les porte au crédit de la subdivision du compte unique tenue au siège central, dans les conditions définies par une convention conclue entre la Caisse des dépôts et consignations et l'A.C.O.S.S., et renouvelable annuellement.

113. CADRE COMPTABLE.

La subdivision du compte unique est ouverte à la rubrique 537, au titre du compte général n° 31-111-26, intitulé « Agence centrale des organismes de sécurité sociale, s/c unique de disponibilités courantes ».

Elle est affectée du numéro caractéristique du poste comptable centralisateur, qui en assure la tenue.

114. FONCTIONNEMENT DU COMPTE.

La subdivision est tenue comme tous les autres comptes de dépôts.

Les recettes et les dépenses qui y sont constatées sont centralisées, respectivement, aux comptes 28-001-01 et 29-001-01, sous la rubrique « Dépôts ».

Elles sont justifiées dans les formes ordinaires.

1141. *Les opérations de recettes.*

● La subdivision du compte unique de disponibilités courantes enregistre en recettes :

- les versements de cotisations encaissées par l'intermédiaire des comptes d'encaissement ouverts au nom des organismes de recouvrement. Remarque est faite que, dans les D.O.M., ces comptes sont ouverts au nom des caisses générales de sécurité sociale (C.G.S.S.);
- les versements des cotisations encaissées par l'intermédiaire des comptables centralisateurs du Trésor;
- la fraction du produit des cotisations créées par l'article L. 213-1 du Code des assurances, revenant au régime général de la Sécurité sociale;
- le montant des contributions résultant des dispositions législatives et réglementaires en vigueur;
- les mouvements d'équilibre — approvisionnements — prescrits par l'A.C.O.S.S. via l'A.C.C.T., au moyen du télex (cf. infra § 115);
- les versements éventuels provenant des comptes externes de disponibilités courantes des organismes de sécurité sociale, prévus à l'article D. 253-59 du Code de la sécurité sociale.

1142. *Les opérations de dépenses.*

● La subdivision du compte enregistre directement en dépenses :

- les mouvements d'équilibre — dégagements — prescrits par l'A.C.O.S.S. via l'A.C.C.T. (cf. infra § 115).

● Elle enregistre en outre, mais par l'intermédiaire des comptes spéciaux d'exécution :

- dans le cadre des opérations réciproques entre comptables des P.T.T. et comptables du Trésor, le montant des prestations réglées par bordereaux collectifs et payables par mandats ou virements postaux et le montant des prélèvements en numéraire, réalisés aux guichets des bureaux de poste,

- le montant des retraits opérés par l'organisme titulaire du compte spécial d'exécution, pour la réalisation des règlements au profit des hôpitaux et autres établissements publics de soins,
- le montant des dépenses ou restitutions dont l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale ou les autorités de tutelle pourront prescrire le règlement par l'intermédiaire exclusif de ce compte,
- dans les limites fixées à l'article D. 255-8 du Code de la sécurité sociale, les retraits opérés par les organismes de sécurité sociale, pour la réalisation des règlements autres que ceux désignés aux deux alinéas précédents.

Quotidiennement, en fin de journée, la subdivision du compte unique est débitée par le crédit de chacun des comptes d'exécution des organismes de sécurité sociale, tenus par le même poste comptable, comptes spéciaux qui, en principe, doivent être soldés chaque soir (cf. infra § 1243).

Toutefois, la subdivision du compte unique ne devant en aucun cas faire apparaître un solde débiteur, les débits inscrits à ce compte ne devront pas excéder la provision y figurant.

115. RECETTES ET DÉPENSES À IMPUTER DIRECTEMENT SUR LA SUBDIVISION TENUE AU SIÈGE : OPÉRATIONS D'APPROVISIONNEMENTS ET DE DÉGAGEMENTS.

Pour réaliser les transferts qui apparaissent nécessaires entre les lignes territoriales, y compris éventuellement la ligne du siège, l'A.C.O.S.S. procède quotidiennement au dégagement de certaines lignes présentant des excédents locaux de trésorerie, afin d'en approvisionner d'autres, dont les disponibilités s'avèrent insuffisantes pour assurer la couverture des tirages intervenus sur les comptes spéciaux d'exécution.

Ces ordres sont transmis par télex, émis par l'A.C.C.T., aux trésoreries générales, pour exécution.

Le comptable destinataire d'un ordre de dégagement débite, dès réception et avec date de valeur du jour, le compte particulier de l'A.C.O.S.S. et transfère une recette sur la Caisse des dépôts, au compte 45.750-34 « Opérations de recettes de catégorie B — groupe V ».

Cette opération est justifiée par un exemplaire du télex reçu ou un relevé faisant référence au télex.

Inversement, le comptable destinataire d'un ordre d'approvisionnement crédite, dès réception, le compte particulier de l'A.C.O.S.S., avec date de valeur du jour, et transfère une dépense sur la Caisse des dépôts au compte 45.650-37 « Opérations de dépenses de catégorie B — Groupe V ».

Cette opération est justifiée par un exemplaire du télex reçu ou un relevé faisant référence au télex.

*
* *

12. Les comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale.

121. MODALITÉS D'OUVERTURE.

Les trésoriers-payeurs généraux des départements d'outre-mer ouvrent, en leur qualité de préposés de la Caisse des dépôts et consignations, deux comptes spéciaux d'exécution :

- l'un au nom de la Caisse d'allocations familiales du département;
- l'autre au nom de la Caisse générale de sécurité sociale (C.G.S.S.).

122. RÉMUNÉRATION.

Les comptes spéciaux d'exécution, ouverts au nom des organismes de sécurité sociale, ne portent pas intérêt.

123. CADRE COMPTABLE.

Les comptes spéciaux d'exécution sont ouverts dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations, à la rubrique 538, au titre du compte général n° 33.110-64 intitulé « Organismes de sécurité sociale, 1/c comptes spéciaux d'exécution ».

Ils sont affectés d'un numéro de code de 6 chiffres :

- les trois premiers chiffres constituent le numéro caractéristique du poste comptable centralisateur qui en assure la tenue;
- les trois chiffres suivants forment un numéro d'ordre distinct selon la caisse et le risque concerné :

*Caisses générales de sécurité sociale (C.G.S.S.).....	.../070
— C.G.S.S. encaissements.....	.../077
— C.G.S.S. tirages maladie.....	.../070
— C.G.S.S. tirages vieillesse.....	.../086
* Caisses d'allocations familiales (C.A.F.).....	.../080

Remarque est faite que les codifications terminales affectées aux caisses générales de sécurité sociale, pour les encaissements (077), et pour les tirages « vieillesse » (086), sont d'ordre interne à l'A.C.O.S.S. pour harmonisation avec les traitements informatiques « Métropole ».

En pratique, le seul code d'identification des C.G.S.S., dans leurs relations avec les comptables des postes, les comptables du Trésor, l'A.C.O.S.S., et les caisses nationales, est désormais le code 070, précédé du numéro sur trois caractères du poste comptable teneur de la subdivision.

124. FONCTIONNEMENT DES COMPTES.

Sous réserve des précisions apportées ci-après, les comptes spéciaux d'exécution sont tenus comme des comptes de dépôts.

Les dépenses et les recettes qui y sont constatées sont centralisées, respectivement, aux comptes 29.001.02 et 28.001.02 sous les rubriques « Dépenses diverses » et « Recettes diverses ».

Elles sont justifiées en fin d'année par un état de développement des soldes.

1241. Prescriptions d'ordre interne à l'organisation de la Sécurité sociale.

En application des dispositions de l'article D. 255-7 du Code de la sécurité sociale, relatif à la gestion commune de la trésorerie des organismes de sécurité sociale, les comptes spéciaux d'exécution de ces organismes sont débités chaque jour, chacun en ce qui concerne l'organisme qui en est titulaire du montant des opérations ci-après :

- Dans le cadre des opérations réciproques entre comptables des P.T.T. et comptables du Trésor, le montant des prestations réglées par bordereaux collectifs et payables par mandats ou par virements postaux et le montant des prélèvements en numéraire réalisés aux guichets des bureaux de poste.

- Le montant des retraits opérés par l'organisme titulaire du compte spécial d'exécution, pour la réalisation des règlements au profit des hôpitaux et autres établissements publics de soins.

- Le montant des retraits opérés par le même organisme pour la réalisation de règlements autres que ceux désignés aux deux alinéas précédents.

- Le montant des dépenses ou restitutions dont l'A.C.O.S.S. ou les autorités de tutelle peuvent prescrire le règlement par l'intermédiaire exclusif du compte unique de disponibilités courantes.

N.B. — Les prescriptions ci-dessus étant d'ordre interne à l'organisation de la Sécurité sociale, les préposés de la Caisse des dépôts n'ont aucun contrôle à exercer quant à leur application.

1242. Information du préposé.

Les trois dernières opérations visées ci-dessus sont exécutées par le préposé de la Caisse des dépôts, chargé de la tenue du compte spécial d'exécution, sur la remise qui lui est faite par l'organisme titulaire du compte d'un « Ordre de virement ou de retrait » du modèle reproduit en annexe n° 1 à la présente instruction.

Cet ordre doit être dûment revêtu de la signature des personnes habilitées à le donner.

Les comptables informent les utilisateurs de ces formules sur le fait que celles-ci ne peuvent être confondues avec des chèques, ceux-ci ne pouvant en aucun cas être utilisés pour les opérations de l'espèce.

La dépense correspondante est justifiée dans les écritures de la caisse des Dépôts par la production de cet ordre de virement ou de retrait, complété, suivant le cas, par la mention de virement apposée par le préposé, ou par l'acquit de l'agent comptable de l'organisme de sécurité sociale.

Des carnets d'« ordres de virement ou de retrait » sont fournis par la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, aux préposés qui les tiendront à la disposition des organismes intéressés.

Le réapprovisionnement en documents de l'espèce est assuré, sur demande du préposé, sous le timbre de la sous-direction des Dépôts et Consignations, bureau F.D.C. 31.

Il est précisé que le défaut accidentel de formules d'« ordre de virement ou de retrait » ne peut justifier quelque retard que ce soit dans l'exécution des opérations de trésorerie d'un organisme de sécurité sociale. Dans cette hypothèse, l'organisme peut remettre au préposé de simples lettres missives, dont le texte s'inspire du modèle d'ordre de virement reproduit en annexe 1.

Remarque est également faite que les opérations d'approvisionnement de fonds peuvent être réalisées à la caisse d'un comptable non centralisateur.

1243. Solde des comptes spéciaux d'exécution.

Chaque compte spécial d'exécution est soldé chaque soir par le débit de la subdivision correspondante du compte unique de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S., dans la limite des sommes existant au crédit de ce compte, dont le solde peut, éventuellement, être nul, mais ne doit jamais être débiteur.

L'application de ce principe peut conduire à l'impossibilité de solder un ou les deux comptes spéciaux d'exécution, ouverts et décrits supra. Cette impossibilité peut s'étendre sur une période de plusieurs jours, sans toutefois excéder un délai de deux jours francs ouvrés à compter de la date à laquelle elle a été constatée.

En conséquence, toutes les fois qu'il s'avère, lors des opérations quotidiennes d'apurement des comptes spéciaux d'exécution, que l'ensemble des dépenses inscrites à ces comptes dépasse le total des disponibilités figurant à la subdivision du compte unique de disponibilités courantes, les préposés choisissent celui des comptes spéciaux qui doit rester débiteur, du montant de tout ou d'une fraction des dépenses qu'ils ont enregistrées dans la journée.

Ils sont guidés dans ce choix par le souci de ne faire apparaître qu'un nombre minimum de comptes spéciaux d'exécution débiteurs.

Il importe en effet que le montant total de chacun des transferts des dépenses imputées quotidiennement au débit du compte de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S. puisse être justifié dans son intégralité.

Le compte unique de disponibilité doit donc, en cette circonstance, présenter, après l'exécution des transferts précités, un solde créditeur d'un montant inférieur à celui de la dépense la moins élevée, parmi celles laissées en instance de transfert.

D'autre part, il appartient à l'A.C.O.S.S. et, s'il y a lieu, aux autres organismes de Sécurité sociale, à ce habilités, de prendre, dans le délai susmentionné de deux jours francs ouvrés, les dispositions utiles pour constituer une provision suffisante.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, les préposés continueront à inscrire, dans les conditions prévues ci-dessus, les dépenses du ou des organismes de Sécurité sociale, dont le compte spécial d'exécution s'est révélé débiteur.

Au terme de ce délai, soit au soir du deuxième jour ouvré, les préposés sursoient à tout règlement, et avisent la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, ainsi que l'A.C.O.S.S., par télégramme officiel urgent, de cette situation. Ils en informent également, par téléphone, le directeur régional de la Sécurité sociale.

*
* *

II. TRANSMISSION DES INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS DE L'A.C.O.S.S.

Les informations relatives aux opérations du compte A.C.O.S.S. sont de deux types :

- les unes sont quotidiennes;
- les autres sont mensuelles.

21. Les informations quotidiennes.

Les informations quotidiennes concernant les opérations du compte A.C.O.S.S., transmises par les trésoriers-payeurs généraux des départements d'outre-mer, ainsi que les notifications des ordres d'équilibrage transmises par l'A.C.C.T., s'effectuent par voie de télex.

Pour ces départements, le recours au réseau TRANSPAC n'étant pas possible aux heures requises, l'acheminement des informations fait appel à une procédure de saisie manuelle.

211. MESSAGES TÉLEX ADRESSÉS PAR LES PRÉPOSÉS À L'A.C.C.T.

2111. Périodicité et forme des messages télex.

La procédure de mise en place repose sur l'exploitation par l'A.C.C.T. des messages reçus des comptables, dans un système basé sur une saisie manuelle d'informations fournies en clair.

C'est pourquoi, afin que le procédé adopté présente toutes les garanties de sécurité, il importe que les comptables veillent particulièrement à respecter strictement les conditions d'établissement et d'envoi des messages télex.

21111. Périodicité des messages télex.

Chaque soir, dès l'arrêté des comptes, et avant 16 h 30, heure locale, les préposés adressent par télex les opérations constatées pendant la journée écoulée, sous les références suivantes : ACCTR A 211 816 F.

En cas d'impossibilité, par exemple en cas d'indisponibilité de l'appareil, les informations sont transmises par téléphone au numéro suivant : 42 60 33 00, poste 43-18.

Dès la reprise du service du télex, le message téléphonique est télexé avec date de référence correspondant à celle de la journée comptable.

21112. Présentation du message télex.

L'efficacité du mode de saisie des messages télex de l'A.C.O.S.S. par l'A.C.C.T., dépend du soin apporté à leur présentation.

C'est pourquoi un modèle de présentation normalisée des messages télex est reproduit en annexe n° 2.

Pour obtenir cette normalisation, il convient que les messages soient préparés à l'aide d'une grille, dont un modèle est reproduit en annexe n° 3.

L'imprimé relatif à cette grille est tiré sur duplicateur par les postes comptables centralisateurs.

Les dispositions de normalisation doivent être strictement respectées, notamment sur les points suivants :

- *Le message télex est annoncé en quatre caractères par le code « ACOS » :*
 - les deux zéros qui terminent le numéro codique du poste comptable doivent être séparés des quatre premiers chiffres par un espace;
 - le jour, le mois et l'année constituant la date de notification du message télex doivent être séparés par une barre oblique;
 - l'ordre et la codification des rubriques doivent être impérativement respectés;
 - les rubriques, composées de quatre lettres, doivent être portées les unes en dessous des autres sur la marge de gauche, sans espace entre les lettres;
 - les sommes sont à porter en face de chaque rubrique sans autre mention complémentaire, à l'exception du signe moins (—) pour les sommes négatives. Les tranches de francs doivent être séparées par groupes de trois chiffres, sans point ni virgule, au moyen d'un intervalle. Les centimes doivent obligatoirement être mentionnés, au besoin par deux zéros, séparés des francs par une virgule;
 - chacune des informations doit faire l'objet d'une ligne distincte.
- *Les quatre soldes SOLV, NSOL, SDEV, TOSD doivent toujours être servis.* Les soldes nuls sont représentés par 0,00. Les soldes négatifs sont précédés du signe moins (—);
 - les rubriques n'ayant pas donné lieu à opérations n'ont pas à être indiquées dans le corps du message, à l'exception des soldes. Cependant, l'ordre des informations doit strictement être respecté;
 - toute mention complémentaire, non prévue par les instructions, doit être proscrite (exemple : signature, commentaires, procédure de conversation écrite, etc.).
- *Le message se termine obligatoirement par la mention « ? FIN ».*

21113. Heures d'envoi des messages télex.

Afin que l'A.C.C.T. puisse fournir rapidement des résultats fiables à l'A.C.O.S.S., les trésoriers-payeurs généraux doivent veiller à ce que les télex soient transmis à l'A.C.C.T. avant 16 heures 30, heure locale, délai de rigueur.

Il est précisé que l'ouverture des vacations à l'A.C.C.T. n'étant que de 9 heures à 18 heures, son téléimprimeur est en service en dehors de ces horaires et reçoit donc les télex des départements d'outre-mer.

Les informations transmises par télex, par les départements d'outre-mer, sont intégrées par l'A.C.C.T., le lendemain de leur réception pour les Antilles et la Guyane, et si possible le jour même pour la Réunion (cf. *supra* § 212122) avec les informations du jour reçues des départements métropolitains.

Dans ces conditions, au jour N, l'A.C.C.T. assure vers l'A.C.O.S.S. la transmission :

- d'une part, des opérations des préposés métropolitains et du T.P.G. de la Réunion de la journée N;
- d'autre part, les opérations des préposés des Antilles et de la Guyane, de la journée N — 1.

2112. Contenu des messages télex.

Deux catégories de messages télex sont adressées au titre des opérations de l'A.C.O.S.S. :

- la première concerne les informations journalières courantes;
- la seconde, les rectifications éventuelles effectuées au titre des journées antérieures.

21121. Informations relatives aux opérations de la journée.

Le télex comporte les informations suivantes :

211211. *Le code « ACOS » (cf. supra § 21112);*

211212. *Le numéro codique réglementaire d'identification (à 6 chiffres) du poste comptable ayant constaté les opérations dans ses écritures. Ce numéro est distinct du numéro télex (ligne « CODE »).*

211213. *La date à laquelle ont été passées les opérations.*

Cette information, figurant à la ligne « DATE » ne fait pas double emploi avec la date d'expédition du télex, dans le cas, notamment, où les informations sont transmises le lendemain du jour qu'elles concernent. Cette information doit se présenter sous forme d'un groupe de six chiffres (modèle JJ/MM/AA), séparés deux par deux par des barres d'espace (exemple : le 1^{er} mars 1986 : 01/03/86);

211214. *Le solde du compte A.C.O.S.S. à la fin de la journée N-1, soit au matin du jour N (ligne « SOLV »);*

211215. *Les crédits portés au compte A.C.O.S.S. pendant la journée N, en distinguant :*

- le montant global des cotisations perçues, augmentées du montant global des restitutions et des autres recettes (ligne « CRED »),
- le montant des approvisionnements reçus (ligne « APPR »);

211216. *Les débits portés aux comptes spéciaux d'exécution pendant la journée N, en distinguant :*

- les tirages C.G.S.S. qui, exceptionnellement pour les départements d'outre-mer, sont portés à la ligne « TPAM »,
- les tirages C.A.F. qui sont portés à la ligne « TCAF »,
- les tirages divers qui sont portés à la ligne « TDIV »,
- les dégagements reçus qui sont portés à la ligne « DEGA »;

211217. *Le nouveau solde du compte A.C.O.S.S. à la fin de la journée N (ligne « NSOL »);*

211218. *Le total des soldes débiteurs antérieurs des comptes spéciaux d'exécution (ligne « SDEV »);*

211219. *Le total des soldes débiteurs des comptes spéciaux d'exécution non couverts (ligne « TOSD »).*

21122. Informations concernant les rectifications.

Chaque mois, les opérations constatées aux subdivisions territoriales du compte A.C.O.S.S. et aux comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale, font l'objet d'une fiche d'accord (cf. *infra* § 2211).

Cette fiche d'accord, initiée par le comptable centralisateur, teneur de la subdivision territoriale du compte A.C.O.S.S., est adressée pour visa à l'agent comptable de chacun des organismes de son ressort.

Dès lors qu'une erreur, ayant pour effet de rompre l'équilibre acquis entre le journal comptable et le télex précédemment envoyés, est découverte, les rectifications à opérer sont intégrées dans une journée ordinaire du mois M + 1, tant sur le journal que sur le télex du jour, à charge pour le comptable, teneur du compte, d'en informer l'agent comptable de l'organisme concerné.

Il n'est donc pas transmis, dans ce cas, de télex rectificatif.

Par contre, dans tous les autres cas, c'est-à-dire avant l'accord hebdomadaire évoqué ci-dessus, il convient d'adresser, pour toute erreur ou omission constatée, un télex rectificatif distinct, rappelant la date de la journée erronée, et ce, dans les conditions de forme précisées par l'instruction n° 77-109 K1 P6 du 17 août 1977 (titre I, § 2 b., informations concernant les rectifications).

Remarque est faite que les rectifications peuvent également concerner la comptabilité auxiliaire de la Caisse des dépôts et consignations, notamment lorsqu'elles sont consécutives à des erreurs de saisie des écritures comptables; dans cette hypothèse, les préposés sont invités à se reporter aux dispositions prévues, en cette matière, par l'instruction n° 83-52 K1-P6-R du 15 mars 1983.

212. NOTIFICATION PAR L'A.C.C.T. ET COMPTABILISATION DES APPROVISIONNEMENTS ET DES DÉGAGEMENTS.

L'exploitation des messages télex, permettant une connaissance exacte et rapide de la situation de trésorerie, tant au niveau global qu'au niveau des lignes territoriales, l'A.C.O.S.S. est en mesure d'exercer son rôle d'organe de compensation, dans des délais très brefs, et de réduire ainsi au minimum l'existence de soldes débiteurs apparaissant aux comptes spéciaux d'exécution ouverts chez les comptables du Trésor.

2121. *Notification des informations.*

21211. Nature des informations transmises.

Les ordres d'approvisionnement et de dégagement des subdivisions du compte unique de disponibilités courantes de l'A.C.O.S.S., ont pour effet de transférer les fonds d'une ligne territoriale à une autre. Ils parviennent aux trésoreries générales, pour exécution immédiate, par télex de l'A.C.C.T.

Les ordres ainsi reçus sont comptabilisés le jour même, dans les conditions précisées *supra* paragraphe 115, et sont enregistrés sur le message télex du jour émis par les trésoreries générales (cf. *supra* § 211215 et 211216).

21212. Heures d'envoi des informations.

212121. Pour les Antilles et la Guyane.

Les messages télex, reçus par l'A.C.C.T., sont signifiés à l'A.C.O.S.S., en système manuel, à N + 1, avec les opérations des départements métropolitains (cf. *supra* § 21113).

L'A.C.O.S.S. transmet donc à l'A.C.C.T., avant 11 heures à N + 2, en système manuel, les ordres d'approvisionnement et de dégagement concernant ces départements.

L'A.C.C.T. transmet ces ordres aux préposés avant 15 heures (heure de Paris), de sorte qu'ils parviennent à leurs destinataires avant 10 heures (heure locale) à N + 2.

Dans ces conditions, la notification télex de ces comptabilisations peut être effectuée le jour même, à N + 2, avec la notification des opérations du jour, avant 16 h 30.

212122. Pour la Réunion.

Les messages télex de ce département sont reçus par l'A.C.C.T. en système manuel, vers 14 h 30 (heure de Paris), pour les opérations du jour.

Ces informations peuvent donc être transmises à l'A.C.O.S.S. avec le journal des départements métropolitains à 17 heures (heure de Paris) pour les opérations du jour (soit à N).

À N + 1, avant 10 heures, l'A.C.O.S.S. transmet à l'A.C.C.T. les ordres d'approvisionnement et de dégagement concernant ce département.

L'A.C.C.T. transmet ces ordres aux préposés avant 12 h 30, avec valeur du jour même, soit à N + 1.

Dans ces conditions, la notification des comptabilisations peut être effectuée le jour même, à N + 1, avec la notification des opérations du jour.

2122. *Comptabilisation des opérations.*

Le montant des opérations est comptabilisé au titre de la journée au cours de laquelle le message télex est reçu.

Dans ces conditions, le compte de l'A.C.O.S.S., ouvert au titre de la Caisse des dépôts et consignations, est crédité ou débité, dès réception du message, par le débit ou le crédit du compte 391-1 « Transferts pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations », sous-compte 391-10 « Transferts de dépenses » et sous-compte 391-11 « Transferts de recettes ».

Les inscriptions à ce compte sont contrôlées *a posteriori*, lors de la réception des avis de crédit ou de débit reçus ultérieurement de l'A.C.C.T.

213. INCIDENCES DE LA RÉFORME.

2131. *Incidences des liaisons télex sur la tenue de la comptabilité auxiliaire de la Caisse des dépôts.*

Bien qu'elles aient pour objet d'accélérer la mise à jour de la situation du compte A.C.O.S.S. dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations et de l'A.C.C.T., les nouvelles liaisons télex ne modifient pas les règles applicables en matière de traitement et de centralisation des opérations effectuées pour le compte de l'Institution, à l'exception de celles relatives aux rectifications ayant une incidence au niveau des comptes généraux.

Effectivement, celles-ci ne sont pas comptabilisées une fois par mois, à la journée effective du 33 du mois écoulé, mais prises en compte dans la journée comptable correspondant à la date des opérations portées sur le message télex, conformément aux dispositions de la circulaire Caisse des dépôts n° 79-18 du 3 septembre 1979.

2132. *Incidences sur le rôle de l'A.C.C.T. et de la Caisse des dépôts.*

À réception des messages télex, l'A.C.C.T. mouvemente le compte de dépôts au Trésor 420-04 « Caisse des dépôts et consignations - A.C.O.S.S. » et la Caisse des dépôts met à jour la situation du compte A.C.O.S.S., tenu dans sa comptabilité.

● En cas de distorsion, les messages télex prévalent sur les opérations des préposés reçues chaque semaine par l'A.C.C.T., par ruban perforé (Guadeloupe), sur support magnétique (Guyane, Martinique, Réunion).

L'existence d'écarts est portée à la connaissance des comptables centralisateurs par l'A.C.C.T. ou la Caisse des dépôts et consignations, qui se sont préalablement rapprochés pour mise d'accord.

Les redressements s'opèrent dans les conditions prévues *supra* au paragraphe 21122.

22. Les informations mensuelles.

Une situation des subdivisions territoriales du compte A.C.O.S.S. et des comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale est établie chaque mois.

L'établissement de cette situation est subordonné à la réalisation préalable d'un accord local entre le comptable centralisateur et chacun des agents comptables des organismes de sécurité sociale, avec lesquels il est en relation.

Les imprimés nécessaires à la confection des fiches d'accord et des situations mensuelles (annexes 4 et 5) sont adressés directement aux comptables centralisateurs par l'agence comptable de l'A.C.O.S.S., 67, boulevard Richard-Lenoir, 75536 Paris Cedex 11.

221. RÉALISATION D'UN ACCORD MENSUEL LOCAL ENTRE LES COMPTABLES CENTRALISATEURS ET LES AGENTS COMPTABLES DE CHAQUE ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE.

2211. Établissement de fiches d'accord.

* Dès l'arrêt de ses écritures mensuelles, et au plus tard, le 5 du mois suivant, le comptable centralisateur, teneur de la subdivision territoriale du compte A.C.O.S.S., adresse à l'agent comptable de chacun des organismes de son ressort, une fiche spéciale d'accord, du modèle donné en annexe 4 à la présente instruction, après l'avoir complétée du montant mensuel des opérations aux rubriques ci-après :

● *Pour la Caisse générale de sécurité sociale.*

Rubriques « Cotisations » et « Tirages »;

Rubrique « Total restitutions ».

Remarque est faite que la ventilation par risque maladie et vieillesse, concernant les rubriques « Restitutions » et « Tirages », et la sous-ventilation par régime (régime général et régime des exploitants agricoles), concernant la rubrique « Tirages », n'est pas fournie par le préposé, mais par l'organisme.

● *Pour la Caisse d'allocations familiales : rubriques « Restitutions » et « Tirages ».*

Les lignes particulières au régime général et au régime des exploitants agricoles, sont complétées par l'organisme concerné.

En cas de pluralité d'organismes, une fiche est adressée à chacun d'entre-eux.

* Le trésorier-payeur général ne reporte donc sur les fiches d'accord que les seules opérations de recettes et de dépenses apparaissant dans ses écritures. La répartition des opérations entre risques et régimes est effectuée par le seul agent comptable de l'organisme concerné comme indiqué ci-dessus.

Celui-ci vise la fiche pour accord et la revêt, le cas échéant, de ses observations, au verso.

Le comptable doit obtenir le retour de la fiche dans un délai de cinq jours.

* En cas de régularisation d'un désaccord constaté, affectant le solde comptable de la subdivision du compte A.C.O.S.S., il est rappelé qu'il est indispensable que la rectification qui en découle soit intégrée dans une journée ordinaire du mois $M + 1$, tant sur le journal que sur le télex du jour, dès lors que cette rectification a pour conséquence de rompre l'équilibre acquis entre le journal comptable et les télex précédemment envoyés (instruction n° 83-52 K1-P6-R du 15 mars 1983, titre III). L'agent comptable de l'organisme doit être informé de cette régularisation ainsi incluse dans les opérations courantes du mois suivant, afin qu'il puisse viser la fiche d'accord, mais avec réserve, pour son montant maintenu erroné et qui sert néanmoins de base à la ventilation visée ci-dessus (3^e alinéa).

* Le chevauchement mensuels constatés entre le comptable et les organismes ne doivent pas donner lieu à rectification des écritures du comptable sur le mois concerné, la date de valeur à prendre en considération étant celle du jour où l'opération en chevauchement est comptabilisée par le teneur du compte.

2212. Exploitation des fiches d'accord.

En possession des diverses fiches d'accord, le comptable vérifie la confection de sa situation unique mensuelle, telle qu'elle est décrite *infra* au paragraphe 2222.

Il s'assure de la stricte concordance des données internes de débit ou de crédit avec les fiches d'accord, ou les justifications jointes, le cas échéant.

Les fiches d'accord, ainsi que les justifications éventuellement jointes, sont portées à l'appui de la situation mensuelle adressée à l'A.C.O.S.S.

222. ÉTABLISSEMENT D'UNE SITUATION RÉCAPITULATIVE MENSUELLE DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES.

2221. *Présentation et utilisation de la situation mensuelle.*

Au plus tard le 15 de chaque mois, les comptables centralisateurs, teneurs d'une subdivision territoriale, établissent et font parvenir à l'A.C.O.S.S. une situation récapitulative mensuelle, *dûment datée et signée*, relative aux opérations effectuées le mois précédent sur la subdivision du compte unique de l'A.C.O.S.S. et les comptes spéciaux d'exécution des organismes de sécurité sociale.

Si la situation récapitulative mensuelle en usage dans les départements d'outre-mer, reproduite en annexe n° 5 à la présente instruction, conserve la structure et la présentation analytique de celle en usage en métropole, certains aménagements tenant compte de l'organisation de la Sécurité sociale dans ces départements y ont été apportés.

Comme en métropole, la ventilation, tant en recettes qu'en dépenses, est appuyée de l'accord écrit de l'agent comptable de chacun des organismes de sécurité sociale concernés (cf. § 2211).

2222. *Modalités d'établissement de la situation mensuelle.*

Afin que cette situation mensuelle atteigne son plein objectif, les comptables sont invités à observer les prescriptions ci-après.

22221. Cadre I. — « Compte A.C.O.S.S. »

1. *Rubrique « solde du mois antérieur »* (code 01-00). Dans le cartouche correspondant est reproduit le solde comptable de la subdivision du compte au dernier jour ouvré du mois précédent.

2. *Rubrique « nouveau solde »* (code 09-00). Elle doit correspondre à la somme algébrique des rubriques suivantes : « solde du mois antérieur » (code 01-00) + « total des crédits du mois » (code 05-00) — « total des débits du mois » (code 08-00).

3. *Rubrique « cotisations du mois »* (code 02-77). Dans tous les cas, le montant mensuel est reporté au « sous-total cotisations » (code 02-00).

4. *Rubrique « restitutions »* (code 03-00). Seul le montant mensuel total est porté à cette rubrique.

La ventilation par organisme (C.G.S.S. et C.A.F.) est analysée dans le cadre III « détail des restitutions » dont le total est donc reporté au codes 03-00 du cadre I.

Il s'agit là uniquement de prestations payables par « mandat Colbert », dont le montant, resté impayé, a été reversé à la subdivision territoriale du compte unique de l'A.C.O.S.S.

5. *Rubrique « autres recettes »* (codes 00-79 à 00-75). Les recettes se rapportant à cette rubrique ne sont pas versées, dans les départements d'outre-mer, sur les subdivisions territoriales. Elles sont transférées directement au receveur général des Finances de Paris, ainsi que le prévoient les Instructions n° 83-116-A-4-K-1-P-R du 14 juin 1983, 83-183-A-1-P-R du 27 septembre 1983 et la lettre collective n° 18.386 du 13 février 1985.

Cette pratique étant maintenue, ces lignes ne sont donc pas servies.

22222. Cadre II. — « Débits du mois sur comptes spéciaux d'exécution. »

1. « *Tireur C.G.S.S.* » (code 12-00) et « *Tireur C.A.F.* » (code 15-00).

Les comptables ne servent que les seuls codes 12-00 et 15-00, correspondant à l'unique caisse générale de sécurité sociale et à l'unique caisse d'allocations familiales de leur ressort.

2. *Rubrique « Total des débits du mois »* (code 18-00).

Le total codifié 18-00 doit évidemment correspondre à la somme des données transcrites aux rubriques qui précèdent (codes 12 et 15), à laquelle s'ajoute, éventuellement, le montant des prestations familiales servies aux titulaires de pensions de l'État (code 16-87).

Cette avant-dernière rubrique du cadre II ne nécessite pas la recherche d'un accord externe, puisque l'organisme payeur est le Trésor public.

22223. Cadre IV. — « Apurement des comptes spéciaux d'exécution ».

L'attention des comptables est appelée sur les points ci-après, se rapportant à ce cadre.

1. Si, au titre d'un mois donné, les couvertures des comptes spéciaux d'exécution (débits du compte A.C.O.S.S. au code 07-00) sont inférieures au montant mensuel des débits au code 18-00, il y a constatation de soldes débiteurs non couverts au dernier jour ouvré du mois.

La différence s'inscrit à la rubrique 19-00 en écriture négative; elle s'ajoute, le cas échéant, aux soldes débiteurs du dernier jour ouvré du mois précédent, rappelés à la rubrique 20-00, pour constituer à la rubrique 21-00 les véritables soldes débiteurs non couverts en fin de mois. À défaut, cette différence négative se répète seule à la rubrique 21-00;

2. Dans le cas contraire, le montant des couvertures mensuelles du code 07-00 étant supérieur à celui des débits des comptes spéciaux au code 18-00, il y a apurement — total ou partiel — des soldes débiteurs du mois antérieur.

La différence s'inscrit à la rubrique 19-00 en écriture positive; elle vient atténuer, voire annuler, les soldes débiteurs du mois précédent, rappelés en écriture négative, à la rubrique 20-00.

Le total 21-00 est donc, soit toujours négatif, soit nul;

3. Compte tenu de ce qui précède, il ne peut être transcrit qu'une somme (négative ou positive) à l'une des deux rubriques codifiées 19-00 et non deux sommes distinctes, l'une négative et l'autre positive.

4. Les soldes débiteurs constatés en cours de mois, à des dates diverses, mais qui sont couverts, au plus tard le dernier jour ouvré du mois, ne sauraient figurer dans le cadre IV. Dans cette hypothèse, les couvertures mensuelles (code 07-00) équilibrent en effet les débits des comptes spéciaux d'exécution (code 18-00).

*
* *

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être signalées à la direction, sous le timbre du bureau F.2.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :
Le sous-directeur chargé de la sous-direction « E »,
A. DÉNIEL.

MODÈLE NORMALISÉ DE PRÉSENTATION DU MESSAGE TÉLEX ACROSS/DOM

ACOS.....	—
CODE.....	1010 00
DATE.....	01-03-1986
SOLV.....	91.234,75
CRED.....	6.855.644,73
APPR.....	93.000.000,00
TPAM.....	8.208.878,07
TCAF.....	70.800.000,00
TDIV.....	856.000,09
DEGA.....	50.200,00
NSOL.....	9.756.271,15
SDEV.....	10.375.435,71
TOSD.....	0,00
?FIN	

NOTA. — Les sommes figurant sur le modèle de télex sont fictives.

<p align="center">SOUCHE</p> <p align="center">de l'ordre de virement</p> <p>ou de retrait n° _____</p> <p>établi le _____</p> <p>pour Frs _____</p> <p>à régler :</p> <p>— par virement au compte n° _____</p> <p>_____ ouvert chez _____</p> <p>_____ au _____</p> <p>nom de _____</p> <p>— en numéraire.</p> <p align="center">OBJET DE LA DÉPENSE</p> <p align="center">VISA</p>
--

J. 4 - 1979 - Cresset Champagne Jura

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS		SÉCURITÉ SOCIALE		Modèle IV	
Ordre de Virement ou de Retrait N°		Le préposé de la Caisse des Dépôts et Consignations est prié de bien		Cachet de l'organisme	
Cachet du préposé		vouloir : Virer (1) ou la somme de _____ Payer		Frs _____	
A _____, le _____ L'Agent comptable,		à M ⁽²⁾ _____ au crédit du compte n° _____ ouvert chez _____		Cachet "Payé" du préposé ou apposition de la mention de virement	
Pour acquit de la somme ci-dessus. A _____, le _____ L'Agent comptable,					
(1) Rayer la mention inutile. (2) Les règlements en numéraire ne peuvent être faits qu'au profit de l'Agent comptable.					

MODÈLE DE GRILLE DE PRÉPARATION DES TÉLEX ACOSS/DOM

O P E R A T I O N S	C O D E S Positions 1 à 4 du Téléx	I N F O R M A T I O N S
Code application	A C O S	
Code du Comptable	C O D E	_ _ _ _ _ _ _
Date d'écriture	D A T E	_ _ _ _ _ _ _
Solde de la veille	S O L V	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Crédits portés au compte	C R E D	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Approvisionnements	A P P R	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Tirages CGSS	T P A M	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Tirages CAF	T C A F	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Tirages divers	T D I V	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
* Dégagements	D E G A	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Nouveau solde	N S O L	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Soldes débiteurs antérieurs	S D E V	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
Soldes débiteurs non couverts	T O S D	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

* Si le montant de cette ligne est égal à zéro, ne rien enregistrer sur le message télex.

à l'Instruction n° 86-108-K1-P6-R

du 14 août 1986

A.C.O.S.S. / D.O.M.

cachet codique préposé

FICHE D'ACCORD SUR SITUATION MENSUELLE

MOIS DE (ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE) (1)

I CRÉDITS IMPUTÉS AU COMPTE A.C.O.S.S.	II DÉBITS SUR COMPTES SPÉCIAUX D'EXÉCUTION
CAISSE GÉNÉRALE DE SECURITE SOCIALE No.... / 070	
Cotisations (Code 02-77) (2) Recouvrements C.G.S.S. et Crédits Directs <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>	Total tirages (Code 12-00) (2) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>
A) MALADIE - Régime Général (12-50) - Régime Exploit. Agric. (12-60)	
Restitutions de prestations impayées - Maladie <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>	Total Maladie (12-70) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>
B) VIEILLESSE - Régime Général (12-56) - Régime Exploit. Agric. (12-66)	
Restitutions de prestations impayées - Vieillesse <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>	Total Vieillesse (12-86) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>
Total restitutions C.G.S.S. Code 03-70 - Cadre III (2) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>	TOTAL TIRAGES C.G.S.S. : 12-70 + 12-86 = 12-00
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES No.... / 080	
Restitutions de prestations impayées Code 03-80 - Cadre III (2) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>	Total Tirages Code 15-00 (2) <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin-top: 5px;"></div>
- Régime Général (15-80) - Régime Exploit. Agric. (15-81) TOTAL TIRAGES C.A.F. 15-80 + 15-81 = 15-00	
Visa pour accord (observations éventuelles au verso) l'Agent Comptable de l'Organisme de Sécurité Sociale :	A Le le Préposé de la C.D.C.

(1) Code d'identification des organismes : code utilisé par eux dans leurs relations avec l'A.C.O.S.S., les comptables du Trésor et les comptables des Postes (circulaire ACOSS No 83/3 du 12 Janvier 1983 modifiée).

(2) à servir par le Préposé de la C.D.C. - Ventilation à fournir par l'Organisme de S.S.

ANNEXE N° 5
à l'Instruction n° 86-108-K1-P6-R
du 14 août 1986

A.C.O.S.S. / D.O.M.

MOIS DE

TG
de

Cachet codique

I - COMPTE A.C.O.S.S. SITUATION DE LA SUBDIVISION					
LIBELLÉS		CODES		SOMMES	
Solde du mois antérieur		01	00		
Cotisations du mois (Recouvr. C.G.S.S. + Crédits directs)		02	77		
SOUS-TOTAL Cotisations		02	00		
Autres recettes (2)	C.N.A.M.-C.O.A.L.	10	00		
	C.N.A.F. C.O.P.H.+ C.O.V.M.	12	00		
	A.C.O.S.S. - Divers	00	75		
Restitutions (A détailler Cadre III)		03	00		
Approvisionnement par A.C.C.T.		04	00		
Total crédits du mois (02 + 00 + 03 + 04)		05	00		
Dégagement par A.C.C.T.		06	00		
Couverture des comptes d'exécution		07	00		
TOTAL Débits du mois (06 + 07)		08	00		
Nouveau solde (01 + 05) - 08		09	00		

II - DÉBITS DU MOIS SUR COMPTES SPÉCIAUX D'EXÉCUTION					
TIREURS		CODES		SOMMES	
C.G.S.S. - 070		12			
(Maladie + Vieillesse)					
SOUS-TOTAL C.G.S.S.		12	00		
C.A.F. 080		15	00		
SOUS-TOTAL C.A.F.		15	00		
Pensionnés État Prest. Fam. à imputer direct. C/A.C.O.S.S.		16	87		
TOTAL (12 + 15 + 16)		18	00		

IV - APUREMENT DES COMPTES D'EXÉCUTION					
Couverture des comptes d'exécution par débit C/A.C.O.S.S. y compris code 16		07	00		
Différence positive 07 - 18 (07 > 18)		19	00		
Différence négative 07 - 18 (07 < 18)		19	00		
Rappel des soldes débiteurs antérieurs s'il y a lieu (1)		20	00		
Total des soldes débiteurs non couverts (19 + 20) ou (19 + 20)		21	00		

III - DÉTAIL DES RESTITUTIONS (Rubrique 03 ci-dessus)					
FOUR COMPTE		CODES		SOMMES	
C.G.S.S. No...../070		03	70		
C.A.F. No...../080		03	80		
Trop perçus All. Familiales Pensionnés État		03	87		
TOTAL (égal à 0300)					

A le

Le préposé de la C.D.C.,

Destinataire : Agence Comptable de l'A.C.O.S.S., 67 Bld. Richard Lenoir, 75536 PARIS CEDEX 11 (original)

(1) Montant du code 21 de la précédente situation mensuelle

(2) Produire toutes justifications utiles et voir ventilation au verso.

(2) Autres Recettes : Rubriques 10 et 12 (C.O.A.L., C.O.P.H. et C.O.V.M.) :

Ne concernent pas, dans l'immédiat, les subdivisions territoriales des D.O.M. Ces recettes, versées par les administrations financières et les services du Trésor, continuent à être transférées par les T.P.G. des D.O.M. au Receveur Général des Finances de PARIS.

VENILATION DES AUTRES RECETTES (2)	P/C C.N.A.M.	<p>C.O.A.L.</p> <p>brut restitutions</p> <p>NET à reporter à la rubrique 10-00 <input type="text"/></p> <p>..... </p>
	P/C C.N.A.F.	<p>C.O.P.H.</p> <p>brut restitutions</p> <p>net a)</p> <p>C.O.V.M.</p> <p>brut restitutions</p> <p>net b)</p> <p>TOTAL net (a b) à reporter à rubrique 12-00 <input type="text"/></p>